COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SOINS
PSYCHIATRIQUES DU PAS-DE-CALAIS

RAPPORT D'ACTIVITE 2017

La loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge et à leurs conditions d'hospitalisation a institué dans chaque département une Commission Départementale des Soins Psychiatriques (CDSP) « chargée d'examiner la situation des personnes hospitalisées en raison de leurs troubles mentaux au regard du respect des libertés individuelles et de la dignité des personnes ».

I. RAPPEL DES MISSIONS DE LA C.D.S.P.

La commission prévue à l'article L. 3222-5 :

1. est informée, dans les conditions prévues aux chapitres II [admission en soins psychiatriques à la demande d'un tiers ou en cas de péril imminent] et III [admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat] du titre Ier du présent livre [droits des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques] de toute décision d'admission en soins psychiatriques, de tout renouvellement de cette décision et de toute décision mettant fin à ces soins ;
2. reçoit les réclamations des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques en application des chapitres 2 à 4 du titre 1 du présent livre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale ou celles de leur conseil et examine leur situation ;
3. examine, en tant que de besoin, la situation des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques en application des chapitres 2 à 4 du présent livre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale et, obligatoirement, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat :
  - a. celle de toutes les personnes dont l'admission a été prononcée en application du 2° du II de l'article L.3212-1,
  - b. celle de toutes les personnes dont les soins se prolongent au-delà d'une durée d'un an ;
4. saisit, en tant que de besoin, le représentant de l'Etat dans le département ou le procureur de la République de la situation des personnes qui font l'objet de soins psychiatriques en application des chapitres 2 à 4 du titre 1 du présent livre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale ;
5. visite les établissements mentionnés à l'article L. 3222-1, vérifie les informations figurant sur le registre prévu à l'article L.3212-11 et au IV de l'article L. 3213-1 et s'assure que toutes les mentions prescrites par la loi y sont portées ;
6. adresse, chaque année, son rapport d'activité dont le contenu est fixé par décret en Conseil d'Etat, au juge des libertés et de la détention compétent dans son ressort, au représentant de l'Etat dans le département, au directeur général de l'agence régionale de santé, au procureur de la République et au Contrôleur général des lieux de privation de liberté ;
7. peut proposer au juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance dans le ressort duquel se situe l'établissement d'accueil d'une personne admise en soins psychiatriques en application des chapitres 2 à 4 du titre 1 du présent livre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale d'ordonner, dans les conditions définies à l'article L. 3211-12 du présent code, la levée de la mesure de soins psychiatriques dont cette personne fait l'objet ;
8. statue sur les modalités d'accès aux informations mentionnées à l'article L. 111-7 de toute personne admise en soins psychiatriques en application des chapitres 2 à 4 du titre 1 du présent livre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale.

Les personnels des établissements de santé sont tenus de répondre à toutes les demandes d'information formulées par la commission. Les médecins membres de la commission ont accès à toutes les données médicales relatives aux personnes dont la situation est examinée.

b/ Examen des dossiers SDDE art L.3212-1 II 2°

36 dossiers ont été examinés.

Rien à signaler, sauf pour 4 dossiers :

Un maintien en SPI pour des raisons sociales.

Un patient bénéficiant de permissions régulières sans connaître pour autant son projet de vie.

Deux patients dont les certificats médicaux mensuels sont du « copier/coller » d'un mois sur l'autre.

c/ Examen des dossiers SDDE se prolongeant au-delà d'un an

29 dossiers ont été examinés.

Rien à signaler, sauf pour 3 dossiers :

Un dossier pour lequel il est noté « beaucoup de redondances dans la rédaction des certificats réalisés par différents praticiens ».

Un dossier avec parfois des erreurs dans la date de naissance du patient.

Un dossier pour lequel il manque le certificat mensuel de novembre 2017.

B. VISITES DES ETABLISSEMENTS DE SANTE

« HABILITES » PAR LA C.D.S.P.

Le département du Pas-de-Calais compte ~~huit~~ **neuf** établissements de santé habilités à soigner des personnes en hospitalisation sans consentement :

- Etablissement public de santé mentale (EPSM) Val de Lys Artois SAINT VENANT + cpt Gauchi
- Centre de Psychothérapie « les marronniers » BULLY LES MINES
- CH d'ARRAS,
- CH de BOULOGNE SUR MER,
- CH de CALAIS,
- CH d'HENIN BEAUMONT,
- CH de LENS
- CH de l'arrondissement de MONTREUIL

1/ MODALITES DES VISITES

La CDSP n'a pu visiter les établissements en raison de la difficulté lors du renouvellement des membres.

IV. Conclusion

La C.D.S.P. n'a pas fonctionné comme « prévu » suite au renouvellement des membres qui a été très difficile, très peu de candidats volontaires.

STATISTIQUES D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DES SOINS PSYCHIATRIQUES

Département(s) : 062
 Période du : 01/01/2017
 au : 31/12/2017

I - Données de cadrage

Nombre total de mesures de soins psychiatriques	1969
- dont nombre total de SDRE et SDJ	232
- dont nombre de mesures prises en application de l'article L. 3213-1 du CSP	39
- dont nombre de mesures prises après application de l'article L. 3213-2 du CSP	81
- dont nombre de mesures prises en application de l'article L. 3213-7 du CSP	22
-dont nombre de mesures prises en application de l'article L.3213-7 du CSP avec maintien	1
- dont nombre de mesures prises en application de l'article 706-135 du CPP	7
- dont nombre de mesures prises en application de l'article 706-135 du CPP avec maintien	2
- dont nombre de mesures prises en application de l'article L. 3214-3 du CSP	82
- dont nombre total de SDDE	1737
- dont nombre de SDT	380
- nombre de SDTU	915
- nombre total de SPI	442
Nombre total de mesures de soins psychiatriques de plus d'un an	260
- dont nombre de SDRE et SDJ	138
- dont nombre de SDDE	122
- dont nombre de SPI	20
Nombre total de levées de mesures de soins psychiatriques	1670
- dont nombre de levées de SDRE et SDJ	99
- dont nombre de levées de mesures prises en application de l'article L. 3213-1 du CSP	14
- dont nombre de levées de mesures prises après application de l'article L. 3213-2 du CSP	37
- dont nombre de levées de mesures prises en application de l'article L. 3213-7 du CSP	7
- dont nombre de levées de mesures prises en application de l'article 706-135 du CPP	2
- dont nombre de levées de mesures prises en application de l'article L. 3214-3 du CSP	39
- dont nombre de levées de SDDE	1571
- dont nombre de levées de SPI	410

Arrêté du 26 juin 2012 fixant le modèle du tableau des statistiques d'activité des commissions départementales des soins psychiatriques prévu à l'article R. 3223-11 du code de la santé publique

II - Fonctionnement et activité de la CDSP

COMPOSITION DE LA CDSP AU 04/10/2017

Membres prévus	Membres désignés	Membres siégeant effectivement
1 magistrat	oui	oui
1 psychiatre désigné par le procureur près de la cour d'appel		
1 psychiatre désigné par le représentant de l'Etat dans le département	oui	oui
1 médecin généraliste	oui	oui
1 représentant d'association agréée de personnes malades	oui	oui
1 représentant d'association agréée de familles de personnes malades	oui	oui

II - Fonctionnement et activité de la CDSP

Nombre de réunions	1
Nombre de visites d'établissements	0
Nombre total de dossiers examinés :	65
- dont SDRE et SDJ	0
- dont SDDE	29
- dont SPI	36
Nombre total de mesures de soins psychiatriques de plus d'un an examinées :	0
- dont SDRE et SDJ en hospitalisation complète	0
- SDRE et SDJ en programme de soins	0
- SDDE en hospitalisation complète	
- dont SPI	
- SDDE en programme de soins	
- dont nombre total de SPI examinées	
- dont SPI en hospitalisation complète	
- dont SPI en programme de soins	
Nombre total de demandes ou de propositions de levée de la mesure de soins psychiatriques :	
- dont nombre de demandes adressées au préfet	
- dont nombre de demandes satisfaites	
- dont nombre de demandes adressées au directeur d'établissement	
- dont nombre de demandes satisfaites	
- dont nombre de demandes adressées au JLD	
- dont nombre de demandes satisfaites	
Nombre de réclamations adressées à la commission par des patients ou leur conseil	6